

Berlin, le 23 Novembre 2018

au Gouvernement Fédéral Allemand
aux états fédéraux
aux communes

100 ans après la fin du colonialisme allemand : Déclaration du Réseau Fédéral pour la Décolonisation de la Mémoire

Le 25 Novembre 2018 marqua le centième anniversaire de la fin de l'époque coloniale allemande. Pendant trente-cinq ans, la conquête et la domination brutale exercée par l'état allemand en Afrique, en Océanie et en Asie coûta la vie à environ un million de personnes, la majorité sur le continent africain. Cette période violente fut ponctuée de crimes contre l'humanité: le génocide des Hereros et Namas en Afrique du Sud-Ouest et, en Afrique de l'Est, la guerre de Maji-Maji et la campagne militaire de Paul Lettow-Vorbeck pendant la Première Guerre Mondiale.

Cette époque a laissé de profondes séquelles, et pas seulement dans les territoires colonisés. Si le colonialisme et la résistance anticoloniale ont longtemps disparu de la mémoire collective majoritaire en Allemagne, il n'en reste pas moins que les 600 ans d'impérialisme européen l'ont considérablement influencée. La persistance du racisme et de la discrimination institutionnelle en sont les témoins. On trouve encore des centaines de noms de rues et de lieux renvoyant au colonialisme, certaines honorant des colonialistes. Par ailleurs, des milliers de crânes et autres restes humains de colonisés sont toujours séquestrés au sein des collections anthropologiques des universités et musées. A l'époque, ces sépultures furent volées et ramenées en Europe comme spécimens scientifiques dans l'optique de prouver des théories anthropologiques racistes. Enfin, des dizaines de milliers d'objets, d'artefacts sacrés et d'œuvres d'art, acquis dans un contexte colonial violent, furent volés et appropriés par les musées allemands.

Le pillage et l'exploitation des hommes et de la nature, cette injustice continuelle globale, se poursuit aujourd'hui: la répartition inégale des richesses, des ressources et de l'influence politique sont les fruits amers du colonialisme. L'Afrique, ses habitants et ses diasporas restent particulièrement touché.e.s par ces conséquences dramatiques. C'est dans le but d'attirer l'attention sur ces injustices et sur l'apport des peuples Africains et des communautés diasporiques dans le processus de réparation des préjudices causés par l'héritage colonial que les Nations Unies ont proclamé en 2015 la Décennie Internationale des Personnes d'Ascendance Africaine.

Nous saluons également la résolution prise cette année par le gouvernement allemand d'inclure l'époque coloniale comme un des thèmes centraux de la mémoire collective. Nous critiquons cependant la décision de limiter ce travail de mémoire à « l'histoire coloniale allemande. » En effet, le colonialisme ne se limite pas à la nation. Il a tissé une toile qui lie les descendant.e.s des colonisateurs et ceux des colonisés, et ceci nécessite une intégration durable des perspectives non-allemandes sur ce sujet. Il est aussi inacceptable que l'impérialisme colonial allemand ne soit pas encore reconnu comme régime autoritaire, à l'instar du régime Nazi et de la République Démocratique d'Allemagne (RDA).

Nous demandons au gouvernement fédéral allemand, aux états fédéraux et aux communes:

- de reconnaître le **colonialisme** comme injustice et de le « condamner » officiellement, comme stipulé dans l'article 14 de la déclaration de la Conférence Mondiale de l'ONU contre le Racisme, ratifiée par l'Allemagne en 2001 à Durban.
- de stopper immédiatement toute **recherche scientifique sur les restes humains** provenant d'un contexte colonial si cette recherche scientifique ne sert pas à leur rapatriement. Il est désormais urgent que les restes humains rapportés dans le but de recherches colonialistes-racistes puissent être identifiés et rapatriés dans leurs pays d'origine. C'est un processus historique important qui se doit d'être mené en accord et en partenariat avec des experts des peuples/nations d'origine. Les pays et communautés concernées doivent être tenus informés au plus vite de la présence de leurs ancêtres dans les collections muséologiques, au mieux par le biais d'un catalogue digital. Pour surmonter cette tâche, les moyens financiers adéquats doivent être mis à disposition. Quiconque dépense 600 millions d'euros pour la réalisation du Humboldt Forum dans un Palais de Berlin flambant neuf ne peut se permettre de jouer la carte du manque de moyens.
- de suivre l'exemple des cités-états de Hambourg et Berlin qui ont exprimé leurs **excuses sincères et officielles** aux descendant.e.s des victimes du génocide des Hereros et Namas, perpétré entre 1904 et 1908 par l'empire allemand. Il est inadmissible qu'après des années de négociation entre la Namibie et l'Allemagne, le gouvernement fédéral n'ait encore ni reconnu le génocide de manière officielle, ni demandé pardon aux peuples concernés. Les représentants des Héréros et Namas, qui réclament depuis plus de dix ans le droit de prendre part à ces négociations, doivent être considérés comme interlocuteurs légitimes, comme notifié dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Dans le cadre de ce dialogue préconisé par les communautés concernées, la question de réparations compensatoires pour le vol des terres et du bétail devra impérativement être abordée.
- d'investir dans la recherche sur la **provenance des objets culturels** détenus par les musées allemands et autres collections ethnographiques. L'histoire de chaque objet acquis dans des conditions de vol, de butin de guerre ou d'inégalités de pouvoir incontestables, devra être écrite en collaboration avec des experts des pays ou peuples concernés, mais aussi publiée en plusieurs langues, et être rendue accessible en ligne à tous les publics. Les institutions abritant ces trésors culturels doivent entamer dès maintenant les démarches proactives nécessaires pour informer les communautés concernées de l'endroit et des conditions dans lesquelles ces objets sont gardés.
- de réagir le plus tôt possible pour **restituer** les objets culturels acquis dans la violence pendant la période coloniale, en suivant l'exemple récent de la restitution par l'état du Bade-Wurtemberg de la Bible du Kaptein Nama Hendrik Witbooi. Nous ne supporterons pas les propositions de location (temporaire ou permanente) des objets pillés, telles que celle avancée pour les fameux bronzes de Benin-City. De telles offres ne participent qu'à une dépossession continue. Lorsque la légitimité de l'acquisition ne peut être prouvée, c'est la restitution définitive de ces objets qui doit être proposée. Dans les quatre prochaines années, des conditions préalables doivent être créées pour le retour des trésors culturels acquis entre 1884 et 1918 dans les territoires d'Afrique, d'Océanie et d'Asie qui furent soumis à l'administration coloniale allemande.

- des projets détaillés, d'envergure et de longue durée pour une **réflexion critique** sur la période coloniale dans l'espace public, dans les états fédéraux et dans les communes, ainsi que pour une décolonisation de la mémoire collective. Ces projets devront avoir pour credo la participation au premier plan des descendant.e.s des colonisés et être développés conjointement avec les associations spécialisées à ce sujet.

- d'ériger un mémorial pour les victimes du colonialisme, de la traite des esclaves et du racisme, à l'endroit même où se déroula la Conférence de Berlin entre 1884 et 1885, pendant laquelle les pouvoirs occidentaux se partagèrent le continent africain de manière désinvolte. Des **lieux de mémoire** dédiés à ces victimes devront aussi apparaître dans d'autres villes allemandes. Les associations des descendant.e.s de colonisés, qu'elles soient nationales ou locales, devront jouir d'un pouvoir de décision dans la conception de ces lieux de mémoire ainsi que de moyens financiers mis à disposition. Ces monuments devront occuper une place essentielle dans la mémoire collective, tout aussi valable que ceux qui rappellent du régime Nazi ou de la RDA.

- de **renommer les rues et places** qui célèbrent encore des colonialistes ou des criminels ayant pris part au projet colonial allemand, ainsi que celles aux dénominations racistes, dans l'optique de commémorer les dignes acteurs de la lutte anticoloniale. L'histoire de chaque changement de nom devra rester visible pour les passants sous la forme d'une plaque informative. Concernant les rues et places aux noms cartographiques (comme par exemple Togostraße), et dont les liens avec la période coloniale allemande restent flous bien que réels, un commentaire informatif critique est souhaité.

- que les **programmes scolaires et universitaires** soient globalisés et diversifiés. Cela se traduira par un développement de l'esprit critique relatif au colonialisme européen et au racisme, et par une volonté concrète d'enseigner l'histoire de la résistance anticoloniale et de rendre leur dignité aux acteurs anticoloniaux. Sur la longue durée, cela aura lieu en faisant du colonialisme un thème central dans les programmes de l'enseignement secondaire, des universités et des établissements de formation continue. La collaboration des institutions pédagogiques avec les experts externes des associations contre le racisme et pour la décolonisation doit être fortement encouragée et favorisée. Le cadre thématique du nouveau programme pédagogique fédéral « Jugend erinnert » (« La jeunesse se souvient ») devra être élargi à la réflexion critique sur la période coloniale allemande. Par ailleurs, une commission namibienne-allemande pour la rédaction des manuels scolaires devra être sollicitée.

- de **décoloniser les musées** publics. Dans leur travail de représentation et de conservation, ces institutions se basent encore sur des visions et pratiques nationalistes et eurocentrées dont les racines proviennent du XIX^{ème} siècle. Depuis lors, les musées et leurs narratifs ont influencé une construction raciste de "l'autre" non-européen et des cultures qui lui furent associées. Dans les textes des expositions, la violence de l'histoire coloniale est en outre trop souvent minimisée, voire même rendue invisible. Pour pallier à ces manques structurels, les descendant.e.s de peuples colonisés doivent être invité.e.s et accueilli.e.s dans les équipes muséologiques professionnelles pour que leurs perspectives et connaissances soient enfin prises en compte.

Signé par les participants au rassemblement fédéral des initiatives et associations pour la décolonisation de la mémoire, tenu à Berlin le 17 et 18 Novembre 2018:

AfricAvenir International

AFROTAK TV cyberNomads

Arbeitskreis Hamburg Postkolonial

Arbeitskreis Koloniales Vergessen. Quo Vadis, Hamburg?

Arbeitskreis Panafrikanismus München
Arca - Afrikanisches Bildungszentrum e. V.
Augsburg postkolonial
Berlin Postkolonial
Berliner Entwicklungspolitischer Ratschlag – BER
Cottbus postkolonial und postsozialistisch
decolonize Jena
Decolonise Academia; Tübingen
Düsseldorf postkolonial
Dresden Postkolonial
FuturAfrik – Forum für Globale Gerechtigkeit
Halle Postkolonial
Initiative Schwarze Menschen in Deutschland – ISD
kassel postkolonial
Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika – KASA
Leipzig Postkolonial
Mainzer Arbeitskreis Südliches Afrika – MAKSA
[muc] münchen postkolonial
Potsdam postcolonial
Schwarze Diaspora Hochschulgruppe Potsdam
Solidarische Kirche im Rheinland
Tanzania-Network.de